



## CHAPTER F-10.1

## CHAPITRE F-10.1

### Film and Video Act

### Loi sur le film et le vidéo

*Assented to December 8, 1988*

*Sanctionnée le 8 décembre 1988*

#### Chapter Outline

#### Sommaire

Definitions. . . . .	.1
Adjudicator — arbitre	
cinematograph — cinématographe	
Department — Ministère	
Director — directeur	
film — film	
film exchange — centre d'échange de films	
inspector — inspecteur	
Minister — Ministre	
performance — représentation	
theatre — lieu de spectacle	
theatre owner — propriétaire d'un lieu de spectacle	
video distributor — distributeur vidéo	
video exchange — centre d'échange vidéo	
videofilm — vidéofilm	
video game — jeu vidéo	
Licence for film exchange. . . . .	.2
Licence for video exchange. . . . .	.3
Licence for video distributor. . . . .	.3.1
Revocation or suspension of licence by Minister. . . . .	.4
Appointment of Director of Film Classification. . . . .	.4.1
Repealed. . . . .	.5
Powers of Director. . . . .	.6
Appeal to Adjudicator. . . . .	.6.1
Procedure on Appeal. . . . .	.6.2, 6.3, 6.4, 6.5
Prohibitions respecting exhibition of films not classified. . . . .	.7, 8
Prohibitions respecting person operating or controlling video exchange. . . . .	.9, 10
Appointment and duties of inspectors. . . . .	.11
Offences and penalties. . . . .	.12
Limitation period. . . . .	.13
Administration of Act. . . . .	.14
Regulations. . . . .	.15
Transitional provision respecting licensing. . . . .	.16

Définitions. . . . .	.1
arbitre — adjudicator	
centre d'échange de films — film exchange	
centre d'échange vidéo — video exchange	
cinématographe — cinematograph	
directeur — Director	
distributeur vidéo — video distributor	
film — film	
inspecteur — inspector	
jeu vidéo — video game	
lieu de spectacle — theatre	
Ministère — Department	
Ministre — Minister	
propriétaire d'un lieu de spectacle — theatre owner	
représentation — performance	
vidéofilm — videofilm	
Permis de centre d'échange de films. . . . .	.2
Permis de centre d'échange vidéo. . . . .	.3
Permis de distributeur vidéo. . . . .	.3.1
Révocation ou suspension de permis par le Ministre. . . . .	.4
Nomination du directeur de la classification des films. . . . .	.4.1
Abrogé. . . . .	.5
Pouvoirs du directeur. . . . .	.6
Appel devant l'arbitre. . . . .	.6.1
Procédure d'appel. . . . .	.6.2, 6.3, 6.4, 6.5
Interdiction de présenter des films non cotés. . . . .	.7, 8
Interdiction relative à la personne qui exploite ou dirige un centre d'échange vidéo. . . . .	.9, 10
Nomination et fonctions des inspecteurs. . . . .	.11
Infractions et peines. . . . .	.12
Délai de prescription. . . . .	.13
Application de la Loi. . . . .	.14
Règlements. . . . .	.15
Dispositions transitoires relatives au permis. . . . .	.16

Repeal. . . . .	.17	Abrogation. . . . .	.17
Commencement. . . . .	.18	Entrée en vigueur. . . . .	.18

---

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

**Definitions**

**1** In this Act

“Adjudicator” means the person appointed under section 6.2 to hear and determine appeals under this Act; (*arbitre*)

“Board” Repealed: 2002, c.8, s.1

“cinematograph” includes a moving picture machine or other similar apparatus; (*cinématographe*)

“Department” means the Department of Public Safety; (*Ministère*)

“Director” means the person appointed under section 4.1; (*directeur*)

“film” means a cinematograph film or slide or any substitute for a cinematograph film or slide; (*film*)

“film exchange” means a person or association that sells, rents, leases or supplies films to theatres; (*centre d’échange de films*)

“inspector” means an inspector appointed under this Act; (*inspecteur*)

“Minister” means the Minister of Public Safety and includes a person designated by the Minister to act on the Minister’s behalf; (*Ministre*)

“performance” means a moving picture performance or the exhibition of a moving picture for public entertainment; (*représentation*)

“theatre” means a building, tent, enclosure, structure or other place in which a performance is given in respect of which an admission fee is charged for private gain; (*lieu de spectacle*)

“theatre owner” means a person or association that operates a theatre in the Province; (*propriétaire d’un lieu de spectacle*)

“video distributor” means a person who distributes videofilm or video games to a video exchange; (*distributeur vidéo*)

Sa Majesté, sur l’avis et du consentement de l’Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, décrète:

**Définitions**

**1** Dans la présente loi

« arbitre » désigne la personne nommée en vertu de l’article 6.2 pour entendre et juger les appels en vertu de la présente loi; (*adjudicator*)

« Bureau » Abrogé : 2002, c.8, art.1

« centre d’échange de films » désigne une personne ou une association qui vend, loue, donne à bail ou fournit des films aux lieux de spectacle; (*film exchange*)

« centre d’échange vidéo » désigne un point de vente de détail qui met les vidéofilms ou les jeux vidéo à la disponibilité du public; (*video exchange*)

« cinématographe » s’entend également d’un projecteur de cinéma ou d’un appareil analogue; (*cinematograph*)

« directeur » désigne la personne nommée en vertu de l’article 4.1; (*Director*)

« distributeur vidéo » désigne une personne qui distribue des vidéofilms ou des jeux vidéo à un centre d’échange vidéo; (*video distributor*)

« film » désigne un film cinématographique ou une diapositive ou encore tout produit de remplacement d’un film cinématographique ou d’une diapositive; (*film*)

« inspecteur » désigne un inspecteur nommé en vertu de la présente loi; (*inspector*)

« jeu vidéo » désigne un objet ou un appareil qui

- a) contient des données ou des instructions enregistrées,
- b) reçoit des données ou des instructions des utilisateurs, et
- c) en traitant les données ou les instructions reçues, crée un jeu interactif que les utilisateurs peuvent jouer ou visionner ou dont ils peuvent faire l’expérience grâce à un ordinateur, à un système de jeu, à une console ou à un autre dispositif technique; (*video game*)

“video exchange” means a retail outlet that makes videofilm or video games available to the public; (*centre d’échange vidéo*)

“videofilm” includes videocassette, videodisc and videotape; (*vidéofilm*)

“video game” means an object or device that

- (a) stores recorded data or instructions,
- (b) receives data or instructions generated by a user, and
- (c) by processing the data or instructions, creates an interactive game capable of being played, viewed or experienced on or through a computer, gaming system, console or other technology. (*jeu vidéo*)

1990, c.54, s.1; 1992, c.2, s.21; 1998, c.41, s.54; 2000, c.26, s.126; 2002, c.8, s.1; 2006, c.1, s.1

### Licence for film exchange

**2** Every film exchange shall obtain a licence under this Act.

### Licence for video exchange

**3** Every person who operates or controls a video exchange shall obtain a licence under this Act.

### Licence for video distributor

**3.1** Every video distributor shall obtain a licence under this Act.

1990, c.54, s.2

### Revocation or suspension of licence by Minister

**4** The Minister may, if the Minister has reasonable and probable grounds to believe that the holder of a licence issued under this Act has violated a provision of this Act or the regulations, revoke or suspend the licence.

### Appointment of Director of Film Classification

**4.1(1)** The Minister may appoint a person employed within the Department as Director of Film and Video

« lieu de spectacle » désigne un édifice, une tente, une enceinte, une construction ou un autre endroit dans lequel a lieu une représentation pour laquelle un prix d’entrée est exigé en vue d’un profit personnel; (*theatre*)

« Ministère » désigne le ministère de la Sécurité publique; (*Department*)

« Ministre » désigne le ministre de la Sécurité publique et s’entend également de toute personne qu’il désigne pour le représenter; (*Minister*)

« propriétaire d’un lieu de spectacle » désigne une personne ou une association qui exploite un lieu de spectacle dans la province; (*theatre owner*)

« représentation » désigne une représentation ou un spectacle cinématographique destiné à divertir le public; (*performance*)

« vidéofilm » s’entend également de cassette de magnéscope, disque de magnéscope et bande de magnéscope. (*videofilm*)

1990, c.54, art.1; 1992, c.2, art.21; 1998, c.41, art.54; 2000, c.26, art.126; 2002, c.8, art.1; 2006, c.1, art.1

### Permis de centre d’échange de films

**2** Tout centre d’échange de films doit obtenir un permis en vertu de la présente loi.

### Permis de centre d’échange vidéo

**3** Quiconque exploite ou dirige un centre d’échange vidéo doit obtenir un permis en vertu de la présente loi.

### Permis de distributeur vidéo

**3.1** Tout distributeur vidéo doit obtenir un permis en vertu de la présente loi.

1990, c.54, art.2

### Révocation ou suspension de permis par le Ministre

**4** Le Ministre peut, s’il a des motifs raisonnables et probables de croire que le détenteur d’un permis délivré en vertu de la présente loi a enfreint une disposition de la présente loi ou des règlements, révoquer ou suspendre le permis.

### Nomination du directeur de la classification des films

**4.1(1)** Le Ministre peut nommer une personne employée au sein du Ministère comme directeur de la clas-

Game Classification to perform the duties set out in this Act and the regulations.

**4.1(2)** The Minister shall cause to be published in *The Royal Gazette* notice of the appointment of the Director of Film and Video Game Classification and on such publication judicial notice shall be taken in all courts in the Province that the person named therein has been appointed by the Minister in accordance with this Act.

2002, c.8, s.2; 2006, c.1, s.2

### Repealed

**5** Repealed: 2002, c.8, s.3

2002, c.8, s.3

### Powers of Director

**6(1)** The Director may, in accordance with the regulations,

- (a) classify films for use or exhibition in the Province by
  - (i) viewing each film and assigning a classification to each film, or
  - (ii) adopting the classification accorded to each film by another jurisdiction, and
- (b) permit or prohibit a performance in a theatre.

**6(2)** Any power referred to in subsection (1) may be exercised by the Director notwithstanding that

- (a) a film referred to in paragraph (1)(a) was previously used or exhibited in the Province, or
- (b) a performance referred to in paragraph (1)(b) was previously permitted.

**6(3)** Repealed: 2002, c.8, s.4

**6(4)** The Director may, in accordance with the regulations,

- (a) classify videofilms for use or exhibition in the Province by
  - (i) viewing each videofilm and assigning a classification to each videofilm, or

sification des films et des jeux vidéo qui exerce les fonctions prévues par la présente loi et les règlements.

**4.1(2)** Le Ministre doit faire en sorte qu'un avis annonçant la nomination du directeur de la classification des films et des jeux vidéo soit publié dans la *Gazette royale* et, dès cette publication, toutes les cours de la province ont connaissance d'office que la personne dont le nom est mentionné a été nommée par le Ministre conformément à la présente loi.

2002, c.8, art.2; 2006, c.1, art.2

### Abrogé

**5** Abrogé : 2002, c.8, art.3

2002, c.8, art.3

### Pouvoirs du directeur

**6(1)** Le directeur peut, conformément aux règlements,

- a) coter les films pour utilisation ou présentation dans la province
  - (i) en regardant chaque film et en assignant une cote à chaque film, ou
  - (ii) en adoptant la cote accordée à chaque film par une autre compétence, et
- b) permettre ou interdire toute représentation dans un lieu de spectacle.

**6(2)** Le directeur peut exercer tout pouvoir mentionné au paragraphe (1) malgré

- a) qu'un film visé à l'alinéa (1)a ait été antérieurement utilisé ou représenté dans la province, ou
- b) qu'une représentation visée à l'alinéa (1)b ait été antérieurement permise.

**6(3)** Abrogé : 2002, c.8, art.4

**6(4)** Le directeur peut, conformément aux règlements,

- a) coter les vidéofilms pour utilisation ou présentation dans la province
  - (i) en regardant chaque videofilm et en assignant une cote à chaque videofilm, ou

(ii) adopting the classification accorded to each videofilm by another jurisdiction, and

(b) permit or prohibit the distribution of a videofilm.

**6(5)** Any power referred to in subsection (4) may be exercised by the Director notwithstanding that

(a) a videofilm referred to in paragraph (4)(a) was previously used or exhibited in the Province, or

(b) the distribution referred to in paragraph (4)(b) was previously permitted.

**6(5.1)** The Director may, in accordance with the regulations,

(a) classify video games for use or exhibition in the Province by

(i) viewing or playing each video game and assigning a classification to each video game, or

(ii) adopting the classification accorded to each video game by another jurisdiction, and

(b) permit or prohibit the distribution of a video game.

**6(5.2)** Any power referred to in subsection (5.1) may be exercised by the Director notwithstanding that

(a) a video game referred to in paragraph (5.1)(a) was previously used or exhibited in the Province, or

(b) the distribution referred to in paragraph (5.1)(b) was previously permitted.

**6(6)** Repealed: 2002, c.8, s.4

1990, c.54, s.3; 2002, c.8, s.4; 2006, c.1, s.3

### Appeal to Adjudicator

**6.1** There shall be an appeal from a decision of the Director or the Minister under this Act to an Adjudicator appointed under section 6.2.

2002, c.8, s.5

(ii) en adoptant la cote accordée à chaque vidéofilm par une autre compétence, et

b) permettre ou interdire la distribution d'un vidéofilm.

**6(5)** Tout pouvoir visé au paragraphe (4) peut être exercé par le directeur nonobstant

a) qu'un vidéofilm visé à l'alinéa (4)a) ait été antérieurement utilisé ou présenté dans la province, ou

b) que la distribution visée à l'alinéa (4)b) ait été antérieurement permise.

**6(5.1)** Le directeur peut, conformément aux règlements,

a) coter les jeux vidéo pour utilisation ou présentation dans la province

(i) en visionnant ou en jouant chaque jeu vidéo et en assignant une cote à chaque jeu vidéo, ou

(ii) en adoptant la cote accordée à chaque jeu vidéo par une autre compétence, et

b) permettre ou interdire la distribution d'un jeu vidéo.

**6(5.2)** Le directeur peut exercer tout pouvoir mentionné au paragraphe (5.1) malgré

a) qu'un jeu vidéo visé à l'alinéa (5.1)a) ait été antérieurement utilisé ou présenté dans la province, ou

b) que la distribution visée à l'alinéa (5.1)b) ait été antérieurement permise.

**6(6)** Abrogé : 2002, c.8, art.4

1990, c.54, art.3; 2002, c.8, art.4; 2006, c.1, art.3

### Appel devant l'arbitre

**6.1** La décision rendue en application de la présente loi par le directeur ou le Ministre peut être portée en appel devant un arbitre nommé en vertu de l'article 6.2.

2002, c.8, art.5

**Procedure on Appeal**

**6.2(1)** The Lieutenant-Governor in Council shall appoint in writing an Adjudicator to hear and determine appeals under this Act.

**6.2(2)** The Adjudicator shall be appointed for a term of three years and is not eligible for reappointment.

**6.2(3)** An Adjudicator is entitled to be paid

(a) remuneration to be fixed by the Lieutenant-Governor in Council, and

(b) an allowance for travelling and other expenses incurred in the performance of the duties of the Adjudicator at a rate approved by the Lieutenant-Governor in Council.

2002, c.8, s.5

**Procedure on Appeal**

**6.3(1)** An appeal of a decision of the Minister or the Director may be commenced by serving on the Minister, within forty-five days after the original decision, a written notice of appeal.

**6.3(2)** The notice of appeal shall contain

(a) a statement of the matter appealed from,

(b) the grounds for appeal, and

(c) any other relevant information in support of the appeal.

**6.3(3)** The Minister shall, within thirty days after receipt of the notice of appeal, provide the Adjudicator and the Director with a copy of the written notice of appeal.

2002, c.8, s.5

**Procedure on Appeal**

**6.4** At the hearing of an appeal before an Adjudicator, the person making the appeal and the Minister or the Director, as the case may be, have the right to attend and make representation either on their own behalf or through counsel.

2002, c.8, s.5

**Procédure d'appel**

**6.2(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un arbitre pour entendre et juger les appels prévus par la présente loi; la nomination est constatée par écrit.

**6.2(2)** Le mandat de l'arbitre est de trois ans et est non renouvelable.

**6.2(3)** Un arbitre a droit

a) à la rémunération fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, et

b) à une allocation pour ses frais de déplacement et pour les autres dépenses engagées dans l'exercice de ses fonctions selon le tarif approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2002, c.8, art.5

**Procédure d'appel**

**6.3(1)** La décision du directeur ou du Ministre est portée en appel par la signification au Ministre d'un avis d'appel, par écrit, dans les quarante-cinq jours après la décision originale.

**6.3(2)** L'avis d'appel doit contenir ce qui suit :

a) un énoncé de l'affaire portée en appel,

b) les motifs de l'appel,

c) tout autre renseignement pertinent à l'appui de l'appel.

**6.3(3)** Dans les trente jours après la réception de l'avis d'appel, le Ministre doit fournir une copie à l'arbitre et une copie au directeur.

2002, c.8, art.5

**Procédure d'appel**

**6.4** À l'audition de l'appel devant l'arbitre, l'appelant et le Ministre ou le directeur, selon le cas, ont le droit d'être présents et de faire des représentations en leur nom ou par l'entremise d'un avocat.

2002, c.8, art.5

### **Procedure on Appeal**

**6.5(1)** The Adjudicator may make additional rules respecting the procedure for notification of a hearing, making representation and the conduct of the hearing.

**6.5(2)** The Adjudicator may, on appeal, affirm, vary or reverse the original decision.

**6.5(3)** The Adjudicator shall give written reasons for the decision.

**6.5(4)** A copy of the decision of the Adjudicator shall be served either personally or by prepaid registered mail

(a) on the Minister or the Director, as the case may be, and

(b) on the person initiating the appeal.

2002, c.8, s.5; 2006, c.1, s.4

### **Prohibitions respecting exhibition of films not classified**

**7** No person shall exhibit to the public a film that has not been classified by the Director in accordance with the regulations or exempted by regulation from the requirement to be classified.

2002, c.8, s.6

### **Prohibitions respecting exhibition of films not classified**

**8** No person shall exhibit to a member of any class of persons a film that the Director has classified as being restricted from being exhibited to that class of persons.

2002, c.8, s.7

### **Prohibitions respecting person operating or controlling video exchange**

**9** No person who operates or controls a video exchange or employee or agent of the person shall sell, lease, rent, lend, exchange or distribute to the public, or keep for any such purpose, a videofilm or video game that has not been classified by the Director in accordance with the regulations or exempted by regulation from the requirement to be classified.

2002, c.8, s.8; 2006, c.1, s.5

### **Procédure d'appel**

**6.5(1)** L'arbitre peut établir des règles additionnelles concernant la procédure pour donner avis de l'audition, pour faire les représentations et pour le déroulement de l'audition.

**6.5(2)** L'arbitre peut, lors de l'appel, confirmer, infirmer ou modifier la décision originale.

**6.5(3)** L'arbitre doit motiver sa décision par écrit.

**6.5(4)** Une copie de la décision de l'arbitre doit être signifiée soit à personne ou par courrier recommandé aux personnes suivantes :

a) au Ministre ou au directeur, selon le cas,

b) à l'appelant.

2002, c.8, art.5; 2006, c.1, art.4

### **Interdiction de présenter des films non cotés**

**7** Nul ne peut présenter au public un film qui n'a pas été coté par le directeur conformément aux règlements, ni dispensé de l'être par règlement.

2002, c.8, art.6

### **Interdiction de présenter des films non cotés**

**8** Nul ne peut présenter à un membre d'une catégorie quelconque de personnes un film que le directeur a coté comme interdit à cette catégorie de personnes.

2002, c.8, art.7

### **Interdiction relative à la personne qui exploite ou dirige un centre d'échange vidéo**

**9** Ni la personne qui exploite ou dirige un centre d'échange vidéo, ni son employé ou représentant ne peut vendre, donner à bail, louer, prêter, échanger ou distribuer au public ou garder pour l'une quelconque de ces fins, un vidéofilm ou un jeu vidéo qui n'a pas été coté par le directeur conformément aux règlements, ni dispensé de l'être par règlement.

2002, c.8, art.8; 2006, c.1, art.5

### Prohibitions respecting person operating or controlling video exchange

**10** No person who operates or controls a video exchange or employee or agent of the person shall sell, lease, rent, lend, exchange or distribute to a member of any class of persons a videofilm or video game that the Director has classified as being restricted from being so supplied to that class of persons.

2002, c.8, s.9; 2006, c.1, s.6

### Appointment and duties of inspectors

**11(1)** The Minister may appoint one or more inspectors for the purposes of this Act and the regulations.

**11(2)** An inspector may enter and inspect theatres during normal business hours.

**11(3)** An inspector may enter and inspect video exchanges during normal business hours and may inspect videofilms and video games in video exchanges.

**11(4)** An inspector shall perform such other duties as may be prescribed by regulation.

**11(5)** No person shall interfere with, impede or obstruct an inspector in the performance of the inspector's duties under this Act or the regulations.

2006, c.1, s.7

### Offences and penalties

**12(1)** A person who violates or fails to comply with any provision of the regulations commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category B offence.

**12(1.1)** A person who violates or fails to comply with section 2, 3, 7, 8, 9 or 10 or subsection 11(5) commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category E offence.

**12(2)** Repealed: 2008, c.11, s.12

**12(3)** In a prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence unless the accused estab-

### Interdiction relative à la personne qui exploite ou dirige un centre d'échange vidéo

**10** Ni la personne qui exploite ou dirige un centre d'échange vidéo, ni son employé ou représentant ne peut vendre, donner à bail, louer, prêter, échanger ou distribuer à un membre d'une catégorie quelconque de personnes, un vidéofilm ou un jeu vidéo que le directeur a coté comme interdit à cette catégorie de personnes.

2002, c.8, art.9; 2006, c.1, art.6

### Nomination et fonctions des inspecteurs

**11(1)** Le Ministre peut nommer un ou plusieurs inspecteurs aux fins de la présente loi et des règlements.

**11(2)** Un inspecteur peut entrer dans des lieux de spectacle durant les heures d'ouverture et en faire l'inspection.

**11(3)** Un inspecteur peut entrer dans des centres d'échange vidéo et en faire l'inspection durant les heures d'ouverture, ainsi que faire l'inspection des vidéofilms et des jeux vidéo qui s'y trouvent.

**11(4)** Un inspecteur est tenu d'exercer d'autres fonctions que les règlements peuvent prescrire.

**11(5)** Nul ne peut entraver, gêner ou empêcher l'inspecteur dans l'exercice de ses fonctions en vertu de la présente loi ou des règlements.

2006, c.1, art.7

### Infractions et peines

**12(1)** Quiconque contrevient ou omet de se conformer à une disposition des règlements commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe B.

**12(1.1)** Quiconque contrevient ou omet de se conformer à l'article 2, 3, 7, 8, 9 ou 10 ou au paragraphe 11(5) commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe E.

**12(2)** Abrogé : 2008, c.11, art.12

**12(3)** Dans une poursuite pour une infraction prévue par la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, de démontrer qu'elle a été commise par un employé ou un représentant de l'accusé, que cet employé ou ce représentant soit identifié ou non ou qu'il ait été ou non pour-

lishes that the offence was committed without the knowledge or consent of the accused and that the accused exercised all due diligence to prevent its commission.

1990, c.61, s.49; 2008, c.11, s.12

### **Limitation period**

**13** A prosecution for an offence under this Act shall be commenced within one year after the time it is alleged to have been committed.

### **Administration of Act**

**14** The Minister is responsible for the administration of this Act and may designate persons to act on the Minister's behalf.

### **Regulations**

**15** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

- (a) respecting the licensing, operating and regulating of film exchanges;
- (b) respecting the licensing, operating and regulating of video exchanges;
- (b.1) respecting the licensing, operating and regulating of video distributors;
- (c) prescribing by whom licences shall be issued and the term or period during which licences shall be in force;
- (d) prescribing the fees to be paid for the various licences, and the methods for ascertaining, calculating or determining the fees to be paid;
- (e) respecting the operating and regulating of theatres;
- (f) respecting the regulating of cinematograph operators and apprentices;
- (g) respecting the terms and conditions under which cinematographs may be operated;
- (g.1) respecting submissions to be made to the Director for the purposes of classification of film intended for use or exhibition in the Province;

suivi pour cette infraction, à moins que l'accusé ne démontre, d'une part que l'infraction a été commise à son insu ou sans son consentement et, d'autre part qu'il s'est dûment appliqué à prévenir sa perpétration.

1990, c.61, art.49; 2008, c.11, art.12

### **Délai de prescription**

**13** Une poursuite pour une infraction prévue par la présente loi doit être engagée dans l'année qui suit la date où il est allégué que l'infraction a été commise.

### **Application de la Loi**

**14** Le Ministre est responsable de l'application de la présente loi et peut désigner des personnes pour le représenter.

### **Règlements**

**15** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements

- a) concernant les permis, l'exploitation et la réglementation des centres d'échange de films;
- b) concernant les permis, l'exploitation et la réglementation des centres d'échange vidéo;
- b.1) concernant les permis, l'exploitation et la réglementation des distributeurs vidéo;
- c) prescrivant la personne responsable de la délivrance des permis ainsi que leur durée ou période de validité;
- d) prescrivant les droits à payer pour les différents permis et les méthodes pour évaluer, calculer ou déterminer ces droits à payer;
- e) concernant l'exploitation et la réglementation des lieux de spectacle;
- f) concernant la réglementation relative aux opérateurs de cinématographe et aux apprentis;
- g) concernant les modalités et conditions d'exploitation des cinématographes;
- g.1) concernant ce qui doit être soumis au directeur en vue de la classification d'un film destiné à être utilisé ou présenté dans la province;

(h) prescribing the fees to be paid for the examination of films and the methods for ascertaining, calculating or determining the fees to be paid;

(i) prescribing the fees to be paid for the examination of videofilms and the methods for ascertaining, calculating or determining the fees to be paid;

(i.1) prescribing the fees to be paid for the examination of video games and the methods for ascertaining, calculating or determining the fees to be paid;

(j) prohibiting or regulating the exhibiting and exchange of film;

(k) respecting the prohibiting of a performance in a theatre and the factors to be considered in prohibiting the performance;

(k.1) respecting the prohibiting of the distribution of a videofilm and the factors to be considered in prohibiting the distribution;

(k.2) respecting the prohibiting of the distribution of a video game and the factors to be considered in prohibiting the distribution;

(l) prescribing the classifications that may be applied to films and the classes of persons to whom films of particular classifications may be exhibited or made available;

(m) respecting the factors to be considered by the Director in applying a particular classification to a film;

(m.1) prescribing a jurisdiction for the purposes of paragraph 6(1)(a);

(n) exempting certain films and classes of films from the requirement for classification;

(o) prescribing the classifications that may be applied to videofilms and the classes of persons to whom videofilms of particular classifications may be exhibited or made available;

(o.1) prescribing the classifications that may be applied to video games and the classes of persons to whom video games of particular classifications may be exhibited or made available;

h) prescrivant les droits à payer pour l'examen des films et les méthodes pour évaluer, calculer ou déterminer ces droits à payer;

i) prescrivant les droits à payer pour l'examen des vidéofilms et les méthodes pour évaluer, calculer ou déterminer ces droits à payer;

i.1) prescrivant les droits à payer pour l'examen des jeux vidéo et les méthodes pour évaluer, calculer ou déterminer ces droits à payer;

j) interdisant ou réglementant la présentation et l'échange de film;

k) concernant l'interdiction d'une représentation dans un lieu de spectacle et les facteurs à prendre en considération en cas d'interdiction;

k.1) concernant l'interdiction de la distribution d'un vidéofilm et les facteurs à prendre en considération pour l'interdiction de la distribution;

k.2) concernant l'interdiction de la distribution d'un jeu vidéo et les facteurs à prendre en considération pour l'interdiction de la distribution;

l) prescrivant les cotes applicables aux films et les catégories de personnes auxquelles des films de cote particulière peuvent être présentés ou rendus disponibles;

m) concernant les facteurs que le directeur doit prendre en considération dans l'application d'un cote particulière à un film;

m.1) prescrivant la compétence aux fins de l'alinéa 6(1)a);

n) dispensant certains films et catégories de films d'être cotés;

o) prescrivant les cotes applicables aux vidéofilms et les catégories de personnes auxquelles des vidéofilms de cote particulière peuvent être présentés ou rendus disponibles;

o.1) prescrivant les cotes applicables aux jeux vidéo et les catégories de personnes auxquelles des jeux vidéo de cote particulière peuvent être présentés ou rendus disponibles;

(p) respecting the factors to be considered by the Director in applying a particular classification to a videofilm;

(p.01) respecting the factors to be considered by the Director in applying a particular classification to a video game;

(p.1) prescribing a jurisdiction for the purposes of paragraph 6(4)(a);

(p.2) prescribing a jurisdiction for the purposes of paragraph 6(5.1)(a);

(q) exempting certain videofilms and classes of videofilms from the requirement for classification;

(q.1) exempting certain video games and classes of video games from the requirement for classification;

(r) respecting the terms and conditions under which films may be exhibited, advertised, sold, leased, rented, loaned, exchanged and distributed to the public;

(s) respecting the terms and conditions under which videofilms may be exhibited, advertised, sold, leased, rented, loaned, exchanged and distributed to the public;

(s.1) respecting the terms and conditions under which video games may be exhibited, advertised, sold, leased, rented, loaned, exchanged and distributed to the public;

(t) respecting the manner in which videofilms may be displayed to the public in a video exchange;

(t.1) respecting the manner in which video games may be displayed to the public in a video exchange;

(u) respecting the seizure, forfeiture and disposal of films that are exhibited or made available to the public in violation of this Act or the regulations;

(v) respecting the seizure, forfeiture and disposal of videofilms that are exhibited, displayed or made available to the public in violation of this Act or the regulations;

p) concernant les facteurs que le directeur doit prendre en considération dans l'application d'un cote particulière à un vidéofilm;

p.01) concernant les facteurs que le directeur doit prendre en considération dans l'application d'une cote particulière à un jeu vidéo;

p.1) prescrivant la compétence aux fins de l'alinéa 6(4)a);

p.2) prescrivant la compétence aux fins de l'alinéa 6(5.1)a);

q) dispensant certains vidéofilms et catégories de vidéofilms d'être cotés;

q.1) dispensant certains jeux vidéo et catégories de jeux vidéo d'être cotés;

r) concernant les modalités et conditions auxquelles peuvent être assujettis la présentation, la publicité, la vente, le bail, la location, le prêt, l'échange et la distribution des films au public;

s) concernant les modalités et conditions auxquelles peuvent être assujettis la présentation, la publicité, la vente, le bail, la location, le prêt, l'échange et la distribution des vidéofilms au public;

s.1) concernant les modalités et conditions auxquelles peuvent être assujettis la présentation, la publicité, la vente, le bail, la location, le prêt, l'échange et la distribution des jeux vidéo au public;

t) concernant la manière selon laquelle des vidéofilms peuvent être exposés au public dans un centre d'échange vidéo;

t.1) concernant la manière selon laquelle des jeux vidéo peuvent être exposés au public dans un centre d'échange vidéo;

u) concernant la saisie, la confiscation et la destruction des films qui sont présentés ou rendus disponibles au public en violation de la présente loi ou des règlements;

v) concernant la saisie, la confiscation et la destruction des vidéofilms qui sont présentés, exposés ou rendus disponibles au public en violation de la présente loi ou des règlements;

(v.1) respecting the seizure, forfeiture and disposal of video games that are exhibited, displayed or made available to the public in violation of this Act or the regulations;

(w) prescribing the duties of inspectors for the purposes of subsection 11(4).

1990, c.54, s.4; 2002, c.8, s.10; 2006, c.1, s.8

### Transitional provision respecting licensing

**16** A licence issued under the *Theatres, Cinematographs and Amusements Act* with respect to a film exchange that is valid on the commencement of this Act shall be deemed to be a licence issued with respect to a film exchange under this Act and continues to be valid until the date the licence expires or until the licence is revoked or suspended by the Minister, whichever is earlier.

### Repeal

**17** Sections 1, 2, 3, 4, 5, 6 and 9 of *An Act to Amend the Theatres, Cinematographs and Amusements Act, chapter 69 of the Acts of New Brunswick, 1985*, are repealed.

### Commencement

**18** *This Act or any provision of it comes into force on a day or days to be fixed by proclamation.*

**N.B.** Sections 1, 2, 4, 5, 6(1)-(3), 7, 8, 11(1), (2), (4), (5), 12-14, 15(a), (c)-(h), (j)-(n), (r), (u), (w), 16-18 of this Act were proclaimed and came into force July 1, 1989.

**N.B.** Sections 3, 6(4), (5), 9, 10, 11(3), 15(b), (i), (o)-(q), (s), (t) and (v) of this Act were proclaimed and came into force June 1, 1991.

**N.B.** This Act is consolidated to September 1, 2011.

v.1) concernant la saisie, la confiscation et la destruction des jeux vidéo qui sont présentés, exposés ou rendus disponibles au public en violation de la présente loi ou des règlements;

w) prescrivant les fonctions des inspecteurs aux fins du paragraphe 11(4).

1990, c.54, art.4; 2002, c.8, art.10; 2006, c.1, art.8

### Dispositions transitoires relatives au permis

**16** Un permis délivré en vertu de la *Loi sur les lieux de spectacle, cinématographes et divertissements* relativement à un centre d'échange de films qui est valide à l'entrée en vigueur de la présente loi est réputé être un permis délivré relativement à un centre d'échange de films en vertu de la présente loi et continue à être valide jusqu'à sa date d'expiration ou sa date de révocation ou de suspension par le Ministre, selon la première éventualité.

### Abrogation

**17** *Les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 9 de la Loi modifiant la Loi sur les lieux de spectacle, cinématographes et divertissements, chapitre 69 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1985, sont abrogés.*

### Entrée en vigueur

**18** *La présente loi ou l'une quelconque de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.*

**N.B.** Les articles 1, 2, 4, 5, 6(1)-(3), 7, 8, 11(1), (2), (4), (5), 12-14, 15a), c)-h), j)-n), r), u), w), 16-18 de la présente loi ont été proclamés et sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1989.

**N.B.** Les articles 3, 6(4), (5), 9, 10, 11(3), 15b), i), o)-q), s), t) et v) de la présente loi ont été proclamés et sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 1991.

**N.B.** La présente loi est refondue au 1<sup>er</sup> septembre 2011.